

CONSEIL INTERNATIONAL DES PRODUITS LAITIERS

Rapport à la Conférence ministérielle de Singapour

L'Accord international sur le secteur laitier est entré en vigueur le 1er janvier 1995. Ses principales fonctions sont: i) de veiller à l'application des prix minimaux à l'exportation pour les produits laitiers énumérés dans l'Accord; et ii) d'offrir, avec le Conseil international des produits laitiers, un cadre pour l'échange d'informations sur la situation et les perspectives du marché mondial des produits laitiers. Au 17 septembre 1996, les Parties à l'Accord étaient les suivantes: Argentine, Bulgarie, Communautés européennes, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Roumanie, Suisse et Uruguay. D'autres Membres et des organisations intergouvernementales sont représentés aux réunions par des observateurs.

Le Conseil international des produits laitiers s'est réuni les 20 et 21 mars 1995, le 17 octobre 1995 et le 17 septembre 1996. Conformément à l'article IV:1 de l'Accord, le Conseil a examiné à ses réunions la situation et les perspectives du marché mondial des produits laitiers en se fondant sur des notes établies par le Secrétariat (IDA/W/1, IDA/W/7 et IDA/W/12), ainsi que sur les réponses aux questionnaires présentées par les Parties. En 1995, le Conseil a aussi: i) adopté son règlement intérieur (IDA/1); ii) adopté des modèles pour les questionnaires 1 à 5 (IDA/4); et iii) adressé à la CNUCED, à la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, à la FAO et à l'OCDE une invitation permanente à participer à ses réunions en qualité d'observateurs.

A sa réunion d'octobre 1995, le Conseil a noté que la faible participation à l'Accord, et notamment l'absence de quelques grands pays exportateurs de produits laitiers, rendait impossible l'application des dispositions concernant les prix minimaux. Vu la situation, il a décidé de suspendre l'application de l'annexe de l'Accord, et par là même celle des prix minimaux pour tous les produits qui y étaient inclus jusqu'au 31 décembre 1997. Etant donné que le mandat du Comité de certains produits laitiers était directement lié à la mise en oeuvre des dispositions de l'annexe, les travaux de ce comité ont également été suspendus.

Etant donné que certaines Parties doutaient que l'Accord continue d'être utile compte tenu des résultats du Cycle d'Uruguay, le Conseil a invité la Présidente à sa réunion de septembre 1996 à engager des consultations informelles au sujet de l'avenir de l'Accord.

Les rapports des réunions du Conseil international des produits laitiers sont reproduits dans les documents IDA/2, IDA/5 et IDA/7.